RAPPORT MONDIAL SUR L'**INÉGALITÉ 2022**

**Ch. 6 - L'inégalité mondiale en matière de carbone[[1]](#footnote-1)**

Résumé :

Les inégalités au sein des pays représentent désormais (depuis les années 90) la majeure partie des inégalités en matière d'émissions au niveau mondial.

L'ampleur de la transformation nécessaire pour réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre dans les pays riches ne peut être atteinte si les inégalités environnementales et sociales ne sont pas intégrées dans la conception même des politiques environnementales.

**Dans les pays riches, la moitié inférieure est déjà en dessous de l'objectif par habitant pour 2030 (aux États-Unis, par exemple), ou très proche de celui-ci (France). Il s'ensuit que tous les efforts de réduction des émissions doivent être consentis par la moitié supérieure la plus aisée de la population.**

Une dimension qui a été largement laissée de côté par les politiques climatiques du monde entier est la prise en compte de l'importante empreinte carbone des personnes très riches.

Si les pays riches exigent des efforts de réduction des émissions relativement moindres de la part des groupes les plus riches, cela signifiera inévitablement exiger davantage de réductions de la part des groupes à faible revenu, qui disposent de moins de ressources pour réduire leur propre empreinte carbone.

Par ailleurs, les instruments de politique climatique axés sur la réglementation et la taxation du portefeuille d'actifs (plutôt que sur la consommation de biens et de services) devraient mériter plus d'attention, et déplacer ainsi le focus sur les consommateurs vers les propriétaires d'actifs.

L'achat d'actions dans des entreprises fossiles qui continuent à développer de nouveaux projets d'extraction, devrait être fortement réglementé. Ces mesures peuvent être accompagnées, pendant une courte période (avant les interdictions effectives), de taux d'imposition fortement progressifs sur la propriété des actions polluantes.

# Les inégalités au sein des pays représentent désormais la majeure partie des inégalités en matière d'émissions au niveau mondial.

*Quel a été le moteur de la dynamique de l'inégalité mondiale en matière de carbone au cours des dernières décennies : le différentiel d'émission moyen entre les pays ou au sein de ceux-ci ?*

En 1990, la plus grande partie des émissions mondiales (63 %) est due aux différences entre les pays : à l'époque, le citoyen moyen d'un pays riche polluait sans équivoque davantage que le reste des citoyens du monde, et les inégalités sociales au sein des pays étaient en moyenne plus faibles dans le monde qu'aujourd'hui.

La situation s'est presque entièrement inversée en 30 ans. Les inégalités au sein des pays représentent aujourd'hui près des deux tiers des inégalités mondiales en matière d'émissions. Cela ne signifie pas qu'il ne subsiste pas d'importantes (souvent énormes) inégalités d'émissions entre les pays et les régions du monde), bien au contraire. En fait, cela signifie qu'**en plus de la grande inégalité des émissions de carbone entre les pays, il existe également des inégalités encore plus grandes entre les individus. Cela a des implications majeures pour le débat mondial sur les politiques climatiques.**

# Relever le défi climatique dans les sociétés inégales

Les mouvements sociaux dans les pays riches et émergents en 2018-2019 (notamment les vagues de protestations contre les hausses des prix des carburants et des transports en Équateur ou au Chili en 2019, et les mouvements des Gilets jaunes en Europe un an plus tôt) ont montré que les réformes politiques qui ne tiennent pas correctement compte du degré d'inégalité dans un pays, ainsi que des gagnants et des perdants de ces réformes, ont peu de chances d'être soutenues par le public et sont susceptibles d'échouer.

C'est particulièrement vrai pour les politiques environnementales. Le mouvement des "gilets jaunes" en France en est une illustration claire. En 2018, le gouvernement français a mis en œuvre une augmentation de la taxe carbone (qui prévoyait environ 4 milliards d'euros de recettes supplémentaires provenant de la taxe carbone). Si cette taxe a été présentée comme un moyen de réduire les émissions de carbone, elle n'a pas été accompagnée de mesures compensatoires significatives pour les ménages à revenus faibles et moyens.

Cette réforme a été introduite en même temps qu'une suppression de l'impôt progressif sur la fortune pour les actifs financiers et les revenus du capital (ce qui créerait environ 3-4 milliards d'euros de réductions d'impôts, essentiellement concentrées sur les 1-2% supérieurs de la distribution des richesses). Cette réforme a donc été immédiatement combattue par la majorité de la population. De nombreux ménages à revenus faibles et moyens ont dû payer la taxe carbone tous les jours pour se rendre au travail, n'ayant pas d'autre choix que d'utiliser leur voiture, alors que des réductions d'impôts ont été accordées aux très riches, vivant dans les villes, avec des options de transport à faible émission de carbone, qui bénéficient également de taux de taxe énergétique très bas lorsqu'ils voyagent en avion. Cette situation a déclenché une vague de protestations sociales (qui s'est ensuite étendue à d'autres pays européens) et a finalement conduit à l'abandon de la taxe carbone.

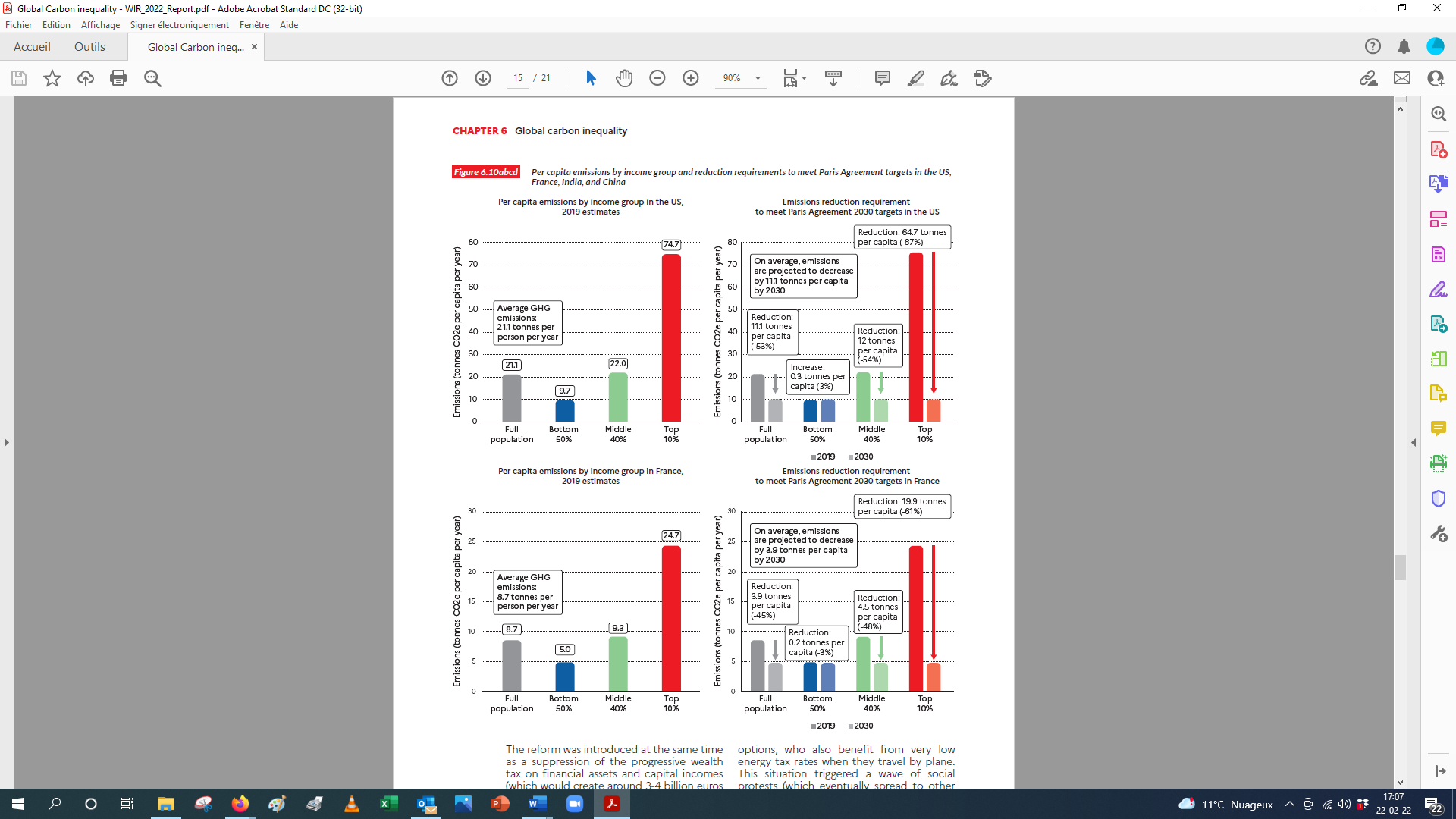
En principe, une taxe sur le carbone peut être un outil puissant pour réduire les émissions. Dans certains pays, elle a été mise en œuvre avec succès et a contribué à limiter les émissions de carbone. Cependant, l'exemple français montre que lorsque les politiques carbone sont mal conçues et ne tiennent pas compte du contexte socio-économique dans lequel elles sont mises en œuvre, elles peuvent facilement échouer et susciter la méfiance, donnant aux politiques environnementales un aspect injuste. Soyons clairs : **l'ampleur de la transformation nécessaire pour réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre dans les pays riches ne peut être atteinte si les inégalités environnementales et sociales ne sont pas intégrées dans la conception même des politiques environnementales.** Nous examinons ci-dessous les options permettant de traiter correctement les inégalités en matière de carbone au sein des pays et entre eux.

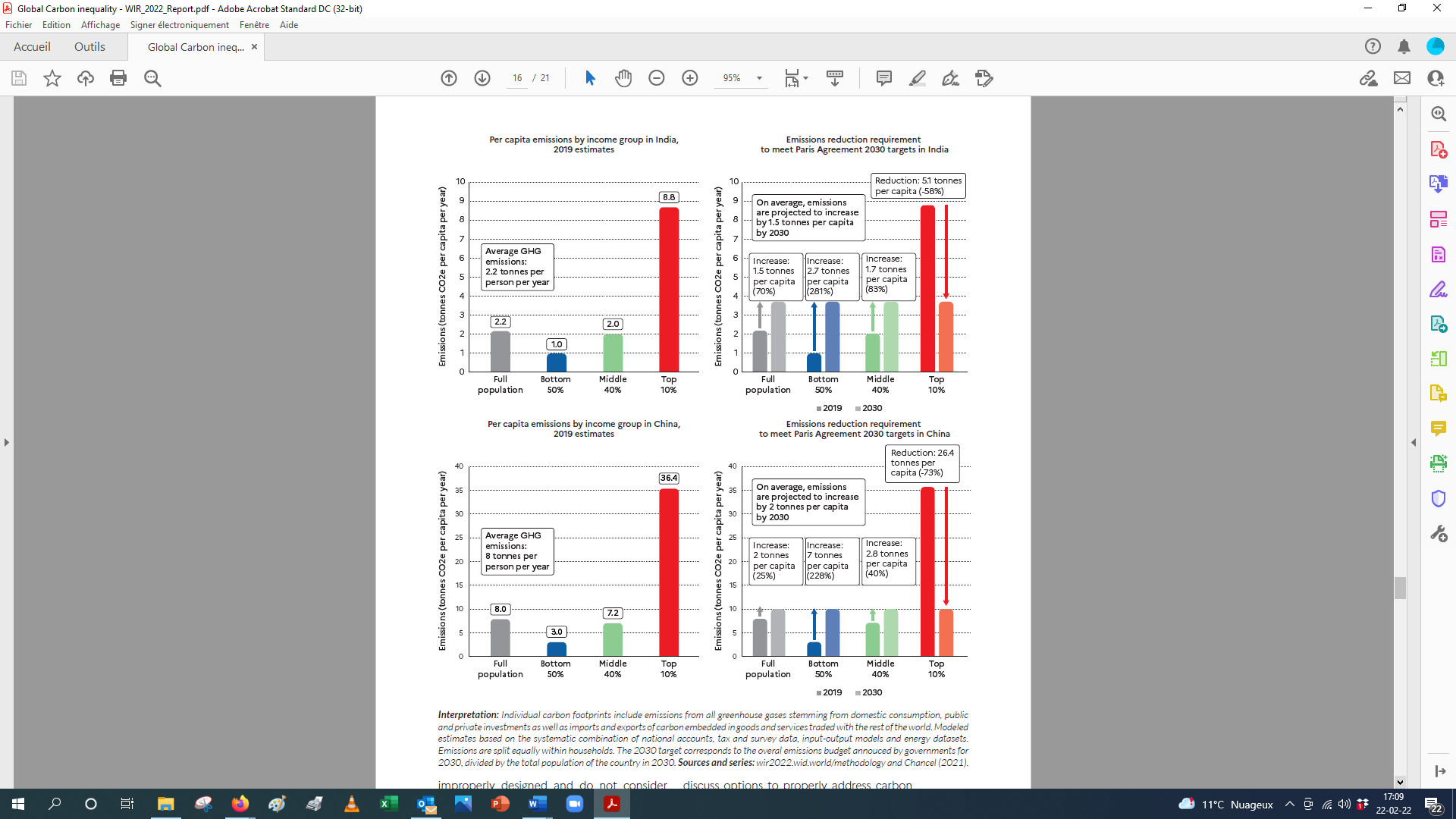
La première façon de s'attaquer à l'inégalité en matière de carbone est de suivre correctement les émissions individuelles au sein des pays. La plupart des gouvernements ne publient pas d'estimations globales de l'empreinte carbone (ils publient les émissions territoriales mais, comme nous l'avons vu précédemment, cela ne suffit pas pour évaluer l'impact environnemental réel des politiques). Les gouvernements ne suivent pas non plus correctement et ne publient pas d'estimations de l'inégalité des empreintes carbone, ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas prévoir correctement les conséquences distributives de leurs politiques climatiques. Les estimations présentées dans ce chapitre constituent une base solide pour que ces discussions puissent avoir lieu. Mais soyons clairs : **les gouvernements ont encore beaucoup de progrès à faire pour comptabiliser correctement les niveaux d'émissions individuels, en temps voulu et de manière systématique.**

Les figures 6.10abcd présentent nos meilleures estimations des émissions de carbone de différents groupes de population aux États-Unis, en Inde, en Chine et en France. Les figures présentent également les objectifs climatiques des pays pour 2030. Ces pays sont choisis comme représentants d'un ensemble plus large de pays (les États-Unis pour le Canada, l'Australie et la Nouvelle- Zélande, qui présentent des niveaux d'inégalité en matière de carbone similaires), la France pour les pays européens, et l'Inde et la Chine pour les pays à faible revenu et les pays émergents.

Les engagements en matière d'émissions de carbone présentés dans les figures 6.10abcd sont les promesses que les États ont faites lors de l'Accord de Paris (ou qu'ils ont faites depuis). Les promesses sont généralement exprimées en pourcentage de réduction des émissions globales par rapport à une année de référence. En utilisant les prévisions de croissance démographique, ces promesses peuvent être exprimées en termes d'émissions par habitant à un moment donné, pour mieux comprendre ce qu'elles impliquent. Dans les pays émergents (Inde et Chine, par exemple), les objectifs sont fixés sur la base de l'intensité en carbone du PIB. Dans ces cas, il est possible d'estimer le nombre réel d'émissions globales impliquées par un niveau estimé de PIB à atteindre en 2030, et d'exprimer ce nombre en valeurs par habitant, comme le font les figures 6.10abcd.

Il convient de noter que ces objectifs ne représentent pas ce qu'il faudrait faire d'un point de vue climatique pour maintenir les émissions en dessous de 1,5 ou 2°C. Jusqu'à présent, les engagements officiels ne permettent pas d'atteindre l'objectif des 2°C, et encore moins celui des 1,5°C. Ces chiffres représentent plutôt notre meilleure connaissance de ce que les pays se sont engagés à réaliser. Aux États-Unis, nous constatons que les engagements correspondent à une réduction de 53 % d'ici à 2030 des émissions par habitant de fin 2019 (qui sont proches des niveaux d'émissions de mi-2021). En France, l'engagement correspond à une réduction de 45 %. En Inde, les émissions par habitant devraient augmenter de 70 % d'ici à 2030, et en Chine également, de 25 %.





# La moitié inférieure de la population des pays riches se rapproche déjà des objectifs fixés pour 2030

# 

*A titre d’exemple, l'empreinte carbone moyenne de la Suède est de 9,5 tCO2e/habitant[[2]](#footnote-2). Ce chiffre est similaire à la moyenne de l'Union européenne. Les 10 % les plus riches émettent en moyenne 28 tonnes de CO2e chaque année. En comparaison, les 50 % les plus pauvres émettent cinq fois moins (5,4 tonnes).*

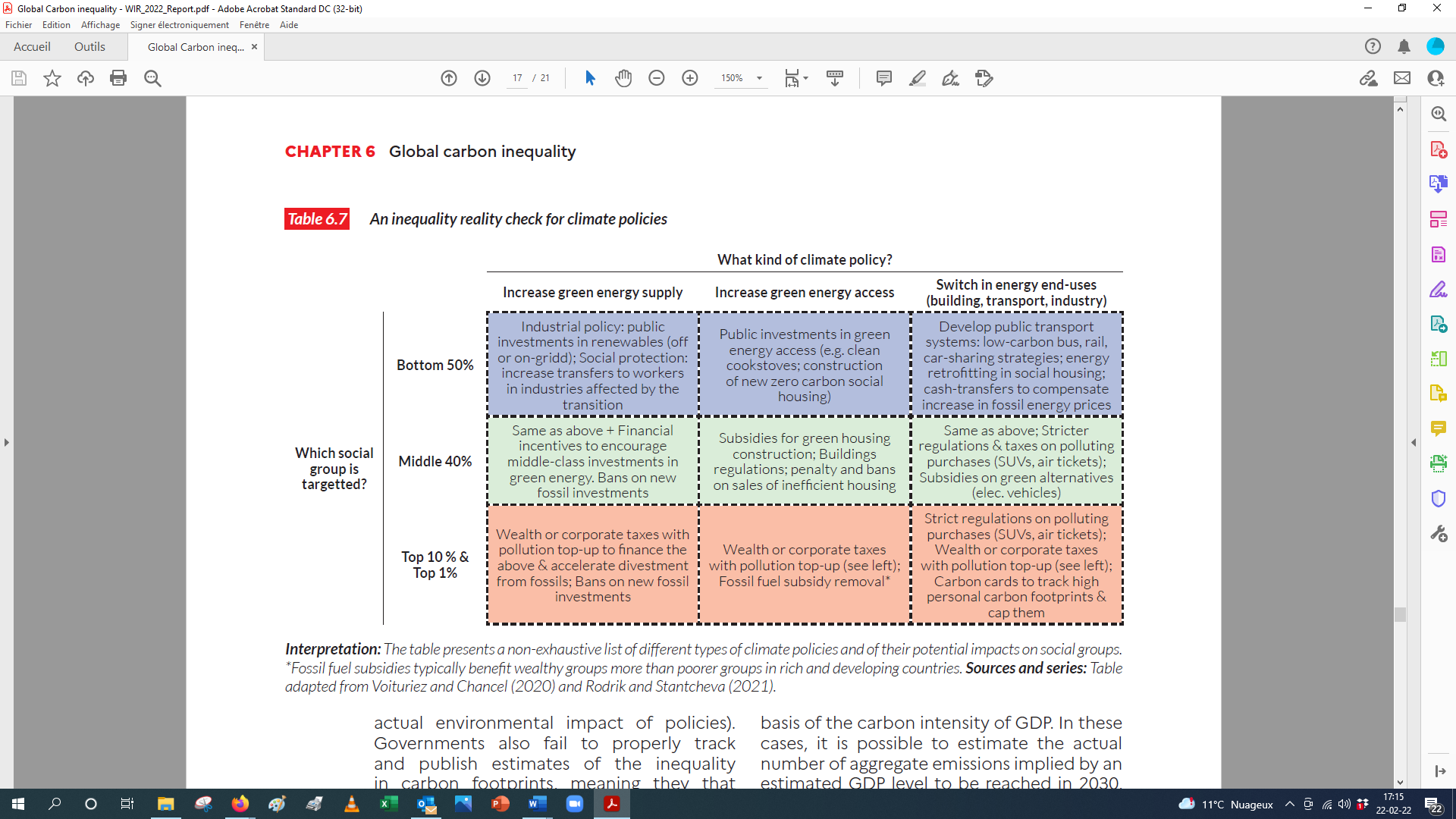
Deux résultats principaux ressortent de ces chiffres. **Premièrement, dans les pays riches, la moitié inférieure est déjà en dessous de l'objectif par habitant pour 2030 (aux États-Unis, par exemple), ou très proche de celui-ci (France). Il s'ensuit que tous les efforts de réduction des émissions doivent être consentis par la moitié supérieure la plus aisée de la population.** Aux États-Unis, les 10% supérieurs doivent réduire leurs émissions de près de 90% pour atteindre l'objectif par habitant de 2030, et les 40% intermédiaires d'environ 50%. En France, le degré d'effort demandé aux 10% supérieurs et aux 40% intermédiaires est similaire.

**Deuxièmement, il apparaît que dans les pays émergents, tous les groupes ne doivent pas augmenter leurs niveaux d'émissions.** Alors que le bas et le milieu de la population (la moins aisée) sont actuellement en dessous de l'objectif de 2030, les 10 % supérieurs le dépassent largement. En effet, en Chine, les 10% supérieurs doivent réduire leurs émissions de plus de 70% pour atteindre l'objectif durable. La valeur est également significative en Inde (-58 %).

# Une nouvelle approche de l'élaboration de la politique climatique

Il existe de nombreuses façons de respecter les engagements pour 2030 et il n'y a pas de solution toute faite ou de formule magique pour mettre en œuvre des politiques de réduction des émissions de carbone. **Ce qui est primordial, c'est de tenir compte des niveaux élevés d'inégalités en matière de carbone dans la conception de la politique climatique. En effet, les différents types d'instruments politiques (qu'il s'agisse de réglementations, de taxes, d'incitations ou d'investissements) ont des impacts différents sur les groupes socio-économiques.**

**L'une des principales conclusions de ce chapitre est que si les pays souhaitent s'écarter de la perspective égalitaire (par exemple en exigeant des efforts de réduction des émissions relativement moindres de la part des groupes les plus riches), cela signifiera inévitablement exiger davantage de réductions de la part des groupes à faible revenu, qui disposent de moins de ressources pour réduire leur propre empreinte carbone. De telles stratégies soulèvent la question des mécanismes de compensation financière pour les groupes à faibles revenus et du juste financement de ces efforts.**

Le tableau 6.7 présente un cadre schématique des politiques climatiques et de leurs impacts potentiels en fonction des revenus (groupes de revenus inférieurs, moyens et supérieurs).

Les politiques climatiques sont réparties en trois catégories : décarbonisation de l'approvisionnement en énergie, décarbonisation de l'accès à l'énergie, décarbonisation des utilisations finales de l'énergie existantes (telles que les systèmes de transport existants). Ce tableau, non exhaustif, illustre la variété des politiques climat-énergie à la disposition des décideurs politiques et l'ensemble des impacts possibles sur les différents groupes sociaux. Nous soutenons qu'**un contrôle de la réalité des inégalités dans les politiques climatiques devrait être au centre de l'élaboration des politiques climatiques.**

**Il existe dans le monde entier des exemples de politiques climatiques qui s'attaquent efficacement aux inégalités.**

En Colombie-Britannique (Canada), une taxe sur le carbone a été mise en œuvre en même temps qu'un ensemble important de transferts aux ménages à revenus faibles et moyens, ce qui a assuré la viabilité sociale de la réforme.

En Indonésie, les réformes des subventions à l'énergie ont été couplées à des investissements substantiels dans le système de santé publique, financés en grande partie par l'augmentation des recettes des taxes sur l'énergie.

En Suède, des décennies d'investissements publics à grande échelle dans des infrastructures à faible émission de carbone ont permis aux groupes à faibles revenus d'accéder à des sources d'énergie propres et abordables. Lorsqu'une taxe sur le carbone a finalement été introduite, les groupes à faibles revenus ont eu le choix entre des options plus vertes et fossiles.

**Une dimension qui a été largement laissée de côté par les politiques climatiques du monde entier est la prise en compte de l'importante empreinte carbone des personnes très riches.** Étant donné l'énorme responsabilité des groupes riches dans les niveaux d'émissions globaux (au sein des pays et au niveau mondial), ce manque d'attention est discutable. **Jusqu'à présent, la façon habituelle d'envisager la taxation du carbone a été de considérer un taux d'imposition uniforme pour tous les individus**, c'est-à-dire que, riches ou pauvres, les individus devraient payer le même taux de taxation du carbone. **Dans les sociétés inégalitaires, cela revient de facto à accorder plus de droits polluants aux individus riches**, qui sont moins affectés par une augmentation du prix du carbone que les individus à faibles revenus. **Pour accélérer la réduction des émissions de carbone chez les plus riches, la taxe carbone progressive peut devenir un instrument utile. La taxation progressive du carbone signifie que le taux d'une taxe sur le carbone augmente avec le niveau d'émissions ou le niveau de richesse des individus. Chancel et Piketty ont fait des propositions en ce sens, et ont également proposé des taxes spécifiques sur les articles de consommation de luxe à forte intensité de carbone.** Il peut s'agir de billets en classe affaires, de yachts, etc. En effet, les taxes progressives sur le carbone ne peuvent suffire : **il faudrait également mettre en place des réglementations plus strictes (c'est-à-dire des interdictions) sur la consommation de biens ou de services coûteux en carbone : par exemple sur l'achat de SUV.**

# Déplacer le focus sur les consommateurs vers les propriétaires d'actifs

**Enfin, nous soutenons que les instruments de politique climatique axés sur la réglementation et la taxation du portefeuille d'actifs (plutôt que sur la consommation de biens et de services) devraient mériter plus d'attention.** Les consommateurs de carbone, en particulier les groupes à revenus faibles et moyens, sont souvent limités dans leurs choix énergétiques, car ils sont enfermés dans des systèmes d'infrastructures à forte intensité de carbone.

Au contraire, les investisseurs qui optent pour des investissements dans les industries fossiles le font alors qu'ils ont de nombreuses options alternatives pour investir leur richesse. Par conséquent, **l'achat d'actions dans des entreprises fossiles qui continuent à développer de nouveaux projets d'extraction, devrait être fortement réglementé.** **Ces mesures peuvent être accompagnées, pendant une courte période (avant les interdictions effectives), de taux d'imposition fortement progressifs sur la propriété des actions polluantes.**

Dans le tableau 6.8[[3]](#footnote-3), nous fournissons des estimations d'un impôt progressif mondial sur la fortune des multimillionnaires mondiaux, y compris un impôt complémentaire sur la pollution. Les estimations de recettes sont basées sur celles présentées au chapitre 7, et comprennent une composante fiscale supplémentaire, basée sur la détention d'actions dans les principales majors mondiales du pétrole et du gaz. Une décote est appliquée lorsque les entreprises de combustibles fossiles investissent dans les énergies renouvelables. Si les entreprises réorientaient toutes leurs activités vers l'approvisionnement en énergie renouvelable, leurs actionnaires ne seraient plus confrontés au supplément d'impôt sur la fortune lié à la pollution. Or, actuellement, c'est loin d'être le cas : *seuls 2 % des investissements des grandes compagnies pétrolières sont réalisés dans des activités liées aux énergies renouvelables*. Il faudrait donc modifier radicalement les décisions d'investissement afin d'éviter la majoration de l'impôt sur la fortune pour cause de pollution.

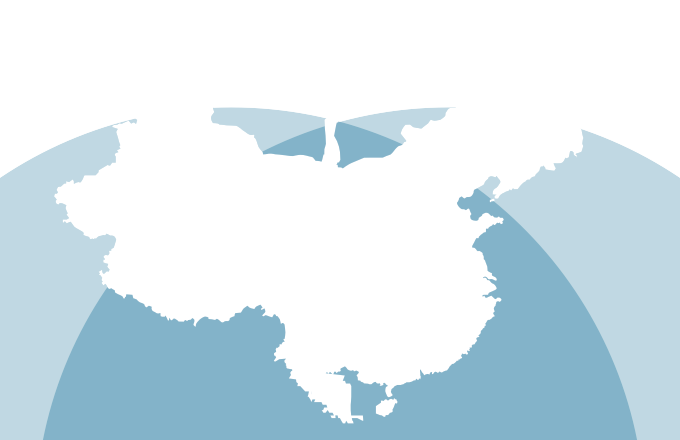
**L'application d'un taux d'imposition de 10 % sur la valeur des actifs carbone détenus par les multimillionnaires mondiaux générerait au moins 100 milliards de dollars en un an.** Cette valeur est non négligeable : elle représente environ 1,5 fois les coûts annuels actuels estimés de l'adaptation au réchauffement climatique dans les pays en développement (environ 70 milliards de dollars par an en 2020). Pourtant, par rapport aux besoins actuels d'investissements supplémentaires dans les systèmes énergétiques au niveau mondial, cette valeur reste faible. On estime que 2 % du PIB en investissements annuels supplémentaires sont nécessaires (soit environ 2 000 milliards de dollars).

En fait, les investissements supplémentaires très importants dans les infrastructures qui sont nécessaires pour relever le défi de la transition énergétique nécessitent de nouvelles sources de financement considérables, qui ne pourront guère être satisfaites par les seules taxes sur les actifs hautement polluants. **Les taxes progressives sur les actifs carbonés et non carbonés seront des instruments essentiels pour garantir que les gouvernements réalisent des investissements suffisants en temps voulu**. Dans le chapitre 7, nous présentons différentes stratégies d'impôt progressif sur la fortune visant à prélever plusieurs points de pourcentage du PIB mondial auprès des multimillionnaires mondiaux.

Annexe (Source : pages 191 et suivantes du rapport)

# CHINA

## (POP. 1,411,132,000 (2021))



### Income inequality in China today

In China, the average national income of the adult population is €PPP17,700 (or CNY88,870).7 While the bottom 50% earns €PPP5,100 (CNY25,520), the top 10% earns on average 14 times more (€PPP73,500 or CNY370,210). This gap between incomes of the bottom 50% and the top 10% is higher than the inequalities observed in Europe, but below that of the US (17) and India (21).

### Income inequality in the long run

Economic inequality in China followed a U-shape trajectory over the course of the 20th century. The establishment of the People’s Republic of China in 1949 was associated with a fall in inequality levels in the context of a general decline in incomes. The post-1978 economic reforms led to fast-rising average incomes as well as growing inequality until the middle of the first decade of the 2000s. Post-2005, investments in health, education and infrastructure in rural areas, helped to keep inequality in check, but wealth inequality continued to increase at the very top of the social pyramid (see below).

***Table 1: Inequality outlook***

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Income** | | **Wealth** | |
| **Avg. Income (PPP €)** | **Share**  **of total (%)** | **Avg. Wealth (PPP €)** | **Share**  **of total (%)** |
| **Full population** | 17 600 | 100% | 86 100 | 100% |
| **Bottom 50%** | 5 100 | 14.4% | 11 000 | 6.4% |
| **Middle 40%** | 19 400 | 44.0% | 55 600 | 25.8% |
| **Top 10%** | 73 400 | 41.7% | 583 400 | 67.8% |
| **Top 1%** | 246 600 | 14.0% | 2 621 300 | 30.5% |
| **Top 10% to Bot. 50% Income gap** | | | 1 to 14 | |
| **Female labor share** | | | 33% | |
| **GHG footprint** | | | 8 tCO2 / pers. | |

***Interpretation:*** *See glossary for definitions of concepts and indicators.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology*

***Figure 1: Top 10% and bottom 50% income shares in China, 1900-2021***

60%

Top 10%

Bottom 50%

50%

40%

Income share (% total)

30%

20%

10%

**7:** €1 PPP = $PPP 1.4 = CNY 5.0

**191**

0%

1900 1920 1940 1960 1980 2000 2020

***Interpretation:*** *The Top 10% income share is equal to 42% in 2021. Income is measured after the operation of pensions and unemployment insurance systems and before income tax.*

***Sources and series:*** *see wir2022.wid.world/methodology, and Chancel and Piketty (2021).*

### A constant rise in wealth inequality

The average wealth of the bottom 50%, middle 40% and top 10% is equal to €PPP11,000, €PPP56,000 and €PPP583,000 respectively (CNY55,270, CNY280,500 and CNY2,943,907). Overall, the top 10% in China own almost 70% of total national wealth. Wealth inequality in China is higher than the levels found in India (where the share of the top 10% is equal to 64%) and comparable with inequality levels in the US (71%). Since the 1990s, wealth inequality has been on the rise.

***Figure 2: Wealth distribution in China***

80%

Top 10%

Bottom 50%

70%

60%

50%

Share of total

40%

30%

20%

10%

0%

### Gender inequality

Here, China is an exception within Asia. The female labor income share is higher than the average in the region (33% vs. 21%) and in Japan (28%). Contrary to the general trend, however, female labor income share in the country is currently declining. Between 1995 1997 1999 2001 2003 2005 2007 2009 2011 2013 2015 2017 2019 2021

***Interpretation:*** *In 2021, the wealthiest 10% of the population own 68% of total household wealth. Household wealth is the sum of all financial assets (e.g. stock, bonds) and non-financial assets (e.g. housing), net of debts.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

***Figure 3: Female labor income share in China, 1990-2020***

70%

1991 and 2019, it decreased by six percentage

points.

### On average, the top 10% in China emit 10 times more emissions than the bottom 50%

Although China is by far the world’s largest emitter in aggregate due to the size of its population, its per capita footprint consumption is lower than

60%

50%

Share of total

40%

30%

20%

10%

0%

Gender parity

1990 2000 2010 2020

39.1%

37.4%

34.5%

33.4%

European levels and equal to 8 tCO2e/capita. This value is comparable with France’s carbon footprint (8.7 tCO2e/hab), but inequality levels are much higher. The bottom 50%, middle 40% and top 10% are on average responsible for respectively three, seven and 36 tonnes of CO2e/capita. Since 1990, average per capita emissions have notably increased, rising from 2.7 tCO2e/capita to 8 tCO2e/ capita. The emissions of the top 10% increased faster than the average, from around 7 tCO2e/ capita to over 30 tCO2e/capita. In comparison, the bottom 50% only increased their emissions from

1.5 to 3.0 tCO2e/capita over the period.

***Interpretation:*** *The share of total labor income accruing to women in*

*2020 is close to 33%.*

***Source and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

***Table 2: Carbon table***

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Avg. GHG footprint (tCO2e/capita)** |
| **Full population** | 8.0 |
| **Top 1%** | 138.9 |
| **Top 10%** | 36.4 |
| **Middle 40%** | 7.2 |
| **Bottom 50%** | 3.0 |

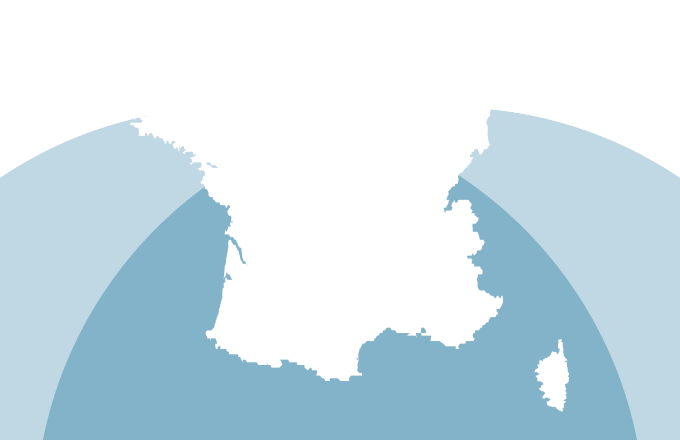
***Interpretation:*** *The table presents average CO2 emissions of different groups of the population in 2019. Emissions take into account carbon embedded in consumption and investment portfolios.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

# FRANCE

## (POP. 67,035,000 (2021))

***Table 1: Inequality outlook***



|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Income** | | **Wealth** | |
| **Avg. Income (PPP €)** | **Share**  **of total (%)** | **Avg. Wealth (PPP €)** | **Share**  **of total (%)** |
| **Full population** | 36 300 | 100% | 228 000 | 100% |
| **Bottom 50 %** | 16 500 | 22.7% | 22 300 | 4.9% |
| **Middle 40 %** | 40 900 | 45.1% | 203 100 | 35.6% |
| **Top 10 %** | 116 900 | 32.2% | 1 355 800 | 59.5% |
| **Top 1 %** | 357 000 | 9.8% | 6 162 900 | 27.0% |
| **Top 10% to Bot. 50% Income gap** | | | 1 to 7 | |
| **Female labor share** | | | 41% | |
| **GHG footprint** | | | 8,7 tCO2 / pers. | |

### Income inequality in France today

In France, the average national income is

€PPP36,300 (or €38,360).8 While the bottom 50% earns €PPP16,500 (€17,430), the top 10% earns on average seven times more (€PPP117,000 or €123,610). This gap between incomes of the bottom 50% and the top 10% is smaller than some other European countries, including Germany (10), and comparable with others, including the UK (8.8). This ratio is much smaller than in the US (17) and China (14).

### Income inequality in the long run

Income inequality in France declined significantly over the course of 20th century, a decline partly due to the impacts of the First and Second World

***Interpretation:*** *See glossary for definitions of concepts and indicators.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology*

Wars, the 1929 crisis and the fall of foreign assets, as well as to the post-WWII development of the social state, and pro-labor policies implemented after the 1968 social protests. After 1983, a wave of deregulation and liberalization policies partly reversed the downwards trend. More recently, top-end inequality has increased as a result of tax cuts concentrated on wealthiest income groups.

***Figure 1: Top 10% and bottom 50% income shares in France, 1900-2021***

60%

Top 10%

Bottom 50%

50%

40%

Income share (% total)

30%

20%

10%

**8:** €1 PPP = $PPP 1.4 = € 1.1

**193**

0%

1900 1920 1940 1960 1980 2000 2020

***Interpretation:*** *The Top 10% income share is equal to 32% in 2021. Income is measured after the operation of pensions and unemployment insurance systems and before income tax.*

***Sources and series:*** *see wir2022.wid.world/methodology, and Chancel and Piketty (2021).*

### A continued rise in wealth inequality

The average wealth for the top 10%, middle 40% and bottom 50% groups in France is respectively equal to €PPP1,356,000, €PPP203,000 and

€PPP22,300 (€1,432,950, €214,640 and

€23,560). Wealth inequalities in France are much higher than income inequalities and continue to rise. Wealth inequality levels are, however, lower than in China (where the top 10% own 67% of the wealth) and the US (where 66% of the wealth is concentrated in the top 10). In Europe, French inequality levels are comparable with those in the UK (where the top 10% holds 57% of national wealth).

### Gender inequality

In France, the female labor income share is equal to 41%. This share is higher than the UK (38%) and

***Figure 2: Wealth distribution in France***

90%

Top 10%

Bottom 50%

80%

70%

60%

Share of total

50%

40%

30%

20%

10%

0%

1900 1920 1940 1960 1980 2000 2020

***Interpretation:*** *In 2000, the wealthiest 10% of the population owned 60% of total household wealth. Household wealth is the sum of all financial assets (e.g. stock, bonds) and non-financial assets (e.g. housing), net of debts.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

***Figure 3: Female labor income share in France, 1990-2020***

70%

the Western European average (38%). It is higher

than the average in sub-Saharan Africa (28%), Asia (21%, excluding China) and North America (38%), but slightly lower than in Eastern Europe (41%). Since 1990, changes in the female labor income share in France have followed the general Western European trend, with a moderate increase over 30 years (+ 5 p.p.).

60%

50%

Share of total

40%

30%

20%

10%

0%

Gender parity

1990 2000 2010 2020

40.2%

41.2%

35.6%

37.2%

### Carbon inequality

The average yearly GHG consumption in France is equal to 8.7 tonnes of CO2e per capita. While the bottom 50% emits on average 5 tCO2e, the top 10% is responsible for nearly 25 tCO2e in emissions per capita. While emissions among the bottom 50% have declined by 29% since 1990, top 10% emissions decreased by 18%. Official carbon mitigation objectives for France amount to reaching an average of around 5 tCO2e/capita by 2030. Bottom 50% emissions are close to this level already, while the top 10% would need to cut their individual emissions by almost 20 tCO2e to get there.

***Interpretation:*** *The share of total labor income accruing to women in 2020 is close to 41%.*

***Source and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

***Table 2: Carbon table***

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Avg. GHG footprint (tCO2e/capita)** |
| **Full population** | 8.7 |
| **Top 1%** | 77.5 |
| **Top 10%** | 24.7 |
| **Middle 40%** | 9.3 |
| **Bottom 50%** | 5.0 |

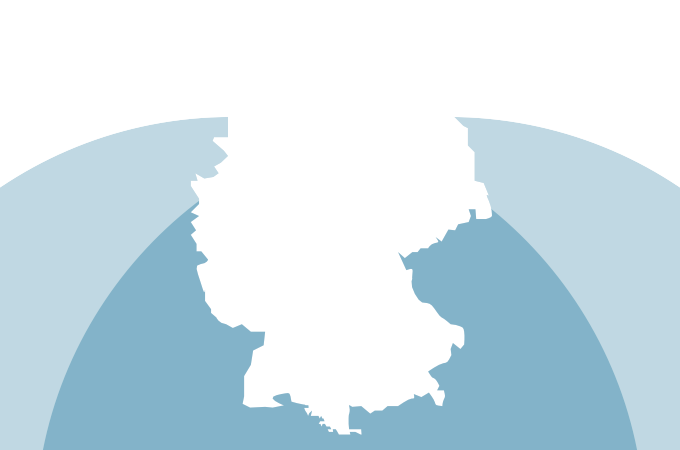
***Interpretation:*** *The table presents average CO2 emissions of different groups of the population in 2019. Emissions take into account carbon embedded in consumption and investment portfolios.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

# GERMANY

## (POP. 84,588,000 (2021))

***Table 1: Inequality outlook***



### Income inequality in Germany today

In Germany, the average national income of the adult population is €PPP39,900.9 While the bottom 50% earns €PPP15,200, the top 10% earns on average 10 times more (€PPP148,000). This ratio is higher than in France (7), but smaller than in the US (17) and China (14).

### Income inequality in the long run

Income inequality in Germany decreased substantially between 1917 and 1970. At the beginning of the 20th century, estimates suggest that more than half of national income accrued to the top 10% of the population, while around 15% went to the bottom 50%. Top incomes were barely touched by the hyperinflation that was

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Income** | | **Wealth** | |
| **Avg. Income (PPP €)** | **Share**  **of total (%)** | **Avg. Wealth (PPP €)** | **Share**  **of total (%)** |
| **Full population** | 39 900 | 100% | 163 500 | 100% |
| **Bottom 50 %** | 15 200 | 19.0% | 10 900 | 3.4% |
| **Middle 40 %** | 43 900 | 43.9% | 151 700 | 37.1% |
| **Top 10 %** | 148 000 | 37.1% | 973 600 | 59.6% |
| **Top 1 %** | 509 800 | 12.8% | 4 853 200 | 29.7% |
| **Top 10% to Bot. 50% Income gap** | | | 1 to 10 | |
| **Female labor share** | | | 36% | |
| **GHG footprint** | | | 11,3 tCO2 / pers. | |

***Interpretation:*** *See glossary for definitions of concepts and indicators.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology*

followed by the 1929 crisis and the Second World War. Inequality was further reduced between the 1960 and the 1980s, thanks to a combination of progressive income and wealth taxes in a context of high growth rates for all, and in particular for low and middle income earners. The top 10% income share rose significantly after 1980, partly driven by liberalization policies.

***Figure 1: Top 10% and bottom 50% income shares in Germany, 1900- 2021***

60%



Top 10%

Bottom 50%

50%

40%

Income share (% total)

30%

20%

10%

**9:** €1 PPP = $PPP 1.4 = € 1.1

**195**

0%

1900 1920 1940 1960 1980 2000 2020

***Interpretation:*** *The Top 10% income share is equal to 37% in 2021. Income is measured after the operation of pensions and unemployment insurance systems and before income tax.*

***Sources and series:*** *see wir2022.wid.world/methodology, and Chancel and Piketty (2021).*

### Wealth inequality in Germany

Wealth inequality in Germany has followed a similar pattern to income inequality. The top 1% wealth share was slightly above 45% in the early 20th century and dropped to 20-25% in the 1990s, before slightly increasing over the past 30 years. From an international perspective, wealth inequality in Germany is similar to that of other European countries, for example France and the UK, and below the US (where the top 1% wealth share is close to 40%).

***Figure 2: Wealth distribution in Germany***

70%

Top 10%

Bottom 50%

60%

50%

Share of total

40%

30%

20%

10%

0%

### Gender inequality

In Germany, the female labor income share is equal to 36%. This is comparable with levels observed across Western Europe, although slightly lower than in France (41%) and the UK (38%). It is higher than the average in sub-Saharan Africa (28%), and Asia (21%, excluding China). The female labor income share has grown by about 6 p.p. since 1990.

### Germany is one of the highest emitters in the European Union

Within the European Union, Germany is one of the highest CO2 emitters. While average footprint emissions in the EU are 9.5 tCO2e/capita, in Germany, they are above 11 tCO2e/capita. The top 10% emit on average 34 tons, i.e. six times more than the bottom 50%. Germany has pledged to cut its territorial emissions by 55% before 2030, compared with 1990 levels. This would mean reaching a per capita emissions average close to

6.5 tCO2e/capita - approximately the current level of the poorest half of the population.

1995 1997 1999 2001 2003 2005 2007 2009 2011 2013 2015 2017 2019 2021

***Interpretation:*** *In 2021, the wealthiest 10% of the population own 60% of total household wealth. Household wealth is the sum of all financial assets (e.g. stock, bonds) and non-financial assets (e.g. housing), net of debts.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

***Figure 3: Female labor income share in Germany, 1990-2020***

70%

60% Gender parity

50%

30.4%

31%

34.2%

36%

Share of total

40%

30%

20%

10%

0%

1990 2000 2010 2020

***Interpretation:*** *The share of total labor income accruing to women in 2020 is close to 36%.*

***Source and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

***Table 2: Carbon table***

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Avg. GHG footprint (tCO2e/capita)** |
| **Full population** | 11.3 |
| **Top 1%** | 117.8 |
| **Top 10%** | 34.1 |
| **Middle 40%** | 12.2 |
| **Bottom 50%** | 5.9 |

***Interpretation:*** *The table presents average CO2 emissions of different groups of the population in 2019. Emissions take into account carbon embedded in consumption and investment portfolios.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

# ITALY

## (POP. 60,753,000 (2021))

***Table 1: Inequality outlook***



|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Income** | | **Wealth** | |
| **Avg. Income (PPP €)** | **Share**  **of total (%)** | **Avg. Wealth (PPP €)** | **Share**  **of total (%)** |
| **Full population** | 29 100 | 100% | 185 000 | 100% |
| **Bottom 50 %** | 12 100 | 20.7% | 36 800 | 10.0% |
| **Middle 40 %** | 34 300 | 47.1% | 196 000 | 42.4% |
| **Top 10 %** | 93 900 | 32.2% | 882 200 | 47.7% |
| **Top 1 %** | 253 700 | 8.7% | 3 336 500 | 18.0% |
| **Top 10% to Bot. 50% Income gap** | | | 1 to 8 | |
| **Female labor share** | | | 36% | |
| **GHG footprint** | | | 9,1 tCO2 / pers. | |

### Income inequality in Italy today

In Italy, the average national income of the adult population is €PPP29,100 (or €27,340),13 which is below some Western European countries including France and Germany (€PPP36,300 and 39,900, respectively) but similar to the average income in Spain (30,600). While the bottom 50% earns €PPP12 100 (21% of the total) or €11,320, the top 10% earns on average eight times more (€PPP93,900 or €1,166,520, 32% of the total).

### Income inequality in the long run

Income inequality in Italy declined considerably over the course of the 20th century, following the military, political and economic shocks of the period 1910-1940s as well as the effects of post-

***Interpretation:*** *See glossary for definitions of concepts and indicators.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology*

WWII policies. But since the early 1980s, the top 10% income share rose considerably, by 8-10 p.p., while the bottom 50% share dropped from 27% to 21%. Between 2007 and 2019, the bottom 50% average incomes dropped by 15%, while national income per adult dropped by 12% as a result of the austerity policies that followed the financial crisis and the European debt crisis of 2012-2014.

***Figure 1: Top 10% and bottom 50% income shares Italy, 1900-2021***

60%

Top 10%

Bottom 50%

50%

40%

Income share (% total)

30%

20%

10%

**13:** €1 PPP = $PPP 1.4 = € 0.9

**203**

0%

1900 1920 1940 1960 1980 2000 2020

***Interpretation:*** *The Top 10% income share is equal to 32% in 2021. Income is measured after the operation of pensions and unemployment insurance systems and before income tax.*

***Sources and series:*** *see wir2022.wid.world/methodology*

### Wealth inequality

Italy is one of the countries with the highest wealth to income ratio. This implies that knowing the structure of wealth distribution in the country is crucial to a proper evaluation of the trends in inequalities. Wealth concentration in Italy today is high, but lower than most European Union countries. In 2021, the top 10% hold 48%, while the middle 40% and the bottom 50% respectively hold 42% and 10%.

***Figure 2: Wealth distribution in Italy***

60%

Top 10%

Bottom 50%

50%

40%

Share of total

30%

20%

10%

0%

### Gender inequality

Gender inequalities in Italy are slightly higher than in other Western European countries. The female labor income share in the country is equal to 36%, which is close to values in North America (38%). This value is higher than in sub-Saharan Africa (28%) and Asia (21%, excluding China) but significantly lower than in the Eastern European region (41%). We observe a recent significant decrease of gender inequalities in the country, with female labor income share gaining six points in the last 30 years.

### Carbon inequality

In Italy, the average greenhouse gas production is around 9 tCO2e/capita. This similar to European countries such as France (9 tonnes) and the UK (10 tonnes). The top 10% emit 24 tonnes today compared with five tonnes for the bottom 50%. Between 1990 and today, emissions in Italy decreased by around three tonnes of CO2e/ capita on average. While emissions among the top 10% have dropped by 8% since 1990, the bottom 50% recorded a 32% drop in its emissions. These dynamics are partly due to a stronger drop in incomes among the poor than among the rich after the lost decade of 2007-2017.

1995 1997 1999 2001 2003 2005 2007 2009 2011 2013 2015 2017 2019 2021

***Interpretation:*** *In 2021, the wealthiest 10% of the population own 48% of total household wealth. Household wealth is the sum of all financial assets (e.g. stock, bonds) and non-financial assets (e.g. housing), net of debts.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

***Figure 3: Female labor income share in Italy, 1990-2020***

70%

60% Gender parity

36.6%

30.6%

32.3%

36.1%

Share of total

50%

40%

30%

20%

10%

0%

1990 2000 2010 2020

***Interpretation:*** *The share of total labor income accruing to women in 2020 is close to 36%.*

***Source and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

***Table 2: Carbon table***

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Avg. GHG footprint (tCO2e/capita)** |
| **Full population** | 9.1 |
| **Top 1%** | 63.0 |
| **Top 10%** | 23.8 |
| **Middle 40%** | 10.3 |
| **Bottom 50%** | 5.2 |

***Interpretation:*** *The table presents average CO2 emissions of different groups of the population in 2019. Emissions take into account carbon embedded in consumption and investment portfolios.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

SPAIN

## (POP. 46,329,000 (2021))

***Table 1: Inequality outlook***



|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Income** | | **Wealth** | |
| **Avg. Income (PPP €)** | **Share**  **of total (%)** | **Avg. Wealth (PPP €)** | **Share**  **of total (%)** |
| **Full population** | 30 600 | 100% | 176 200 | 100% |
| **Bottom 50 %** | 12 900 | 21.1% | 23 500 | 6.7% |
| **Middle 40 %** | 34 000 | 44.4% | 157 500 | 35.8% |
| **Top 10 %** | 105 500 | 34.5% | 1 014 100 | 57.6% |
| **Top 1 %** | 378 800 | 12.4% | 4 268 800 | 24.2% |
| **Top 10% to Bot. 50% Income gap** | | | 1 to 8 | |
| **Female labor share** | | | 40% | |
| **GHG footprint** | | | 7,7 tCO2 / pers. | |

### Income inequality in Spain today

In Spain, the average national income of the adult population is €PPP30,600 (or €26,560).21 While the bottom 50% earns €PPP12,900 (€11,220), the top 10% earns on average eight times more (€PPP 105,500 or €91,560, 34.5% of the total). Spain is a relatively equal country compared with its European neighbors: the top 10% captures 34.5% of national income, while the bottom 50% has 21%. Inequality levels are similar to those in France and lower than in Germany.

### Income inequality in the long run

Income inequality in Spain declined significantly over the course of 20th century, following the trend in other European countries (the top 10% share

***Interpretation:*** *See glossary for definitions of concepts and indicators.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology*

was above 50% in 1900 and dropped to 35% in the 1960s). Over the next 40 years, income inequality was maintained at relatively low levels, but then the country went through important economic turnarounds. After the fast growth of 1995-2005, the 2008-2014 financial crisis depressed average incomes, including those of the bottom 50%. It is only since 2015 that the poorest half of the population has recovered its pre-2007 average income level. ***Figure 1: Top 10% and bottom 50% income shares in Spain, 1900-2021***

60%

Top 10%

Bottom 50%

50%

40%

Income share (% total)

30%

20%

10%

**21:** €1 PPP = $PPP 1.4 = € 0.9

**221**

0%

1900 1920 1940 1960 1980 2000 2020

***Interpretation:*** *The Top 10% income share is equal to 34% in 2021. Income is measured after the operation of pensions and unemployment insurance systems and before income tax.*

***Sources and series:*** *see wir2022.wid.world/methodology, and Chancel and Piketty (2021).*

### Wealth inequality

The richest 10% of the population in Spain owns 57% of total wealth, while the bottom 50% owns 7% of wealth. Over the past 30 years, despite financial booms and busts, the wealth share of the top 10% has remained largely stable. This relative stability can be explained by the fact that the richest Spaniards sold part of their housing assets during the bust of the real estate bubble in 2008.

***Figure 2: Wealth distribution in Spain***

70%

Top 10%

Bottom 50%

60%

50%

Share of total

40%

30%

20%

10%

0%

1995 1997 1999 2001 2003 2005 2007 2009 2011 2013 2015 2017 2019 2021

### Gender inequality in Spain today

Female labor income share in Spain today is equal to 40%. This is comparable with levels in France (41%), and higher than in the UK (38%). This level of inequality is close to the average in Western Europe (38%), but lower than in Eastern Europe (41%). Women’s share of total labor income in the country has increased significantly since the beginning of the century. Between 1990 and 2019, it grew by 15 percentage points, which is more than the general Western European trend (six percentage points during the period).

***Interpretation:*** *In 2021, the wealthiest 10% of the population own 58% of total household wealth. Household wealth is the sum of all financial assets (e.g. stock, bonds) and non-financial assets (e.g. housing), net of debts.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

***Figure 3: Female labor income share in Spain, 1990-2020***

70%

60% Gender parity

37.5%

39.6%

24.7%

29.2%

50%

Share of total

40%

30%

### Carbon inequality in Spain today

In Spain, average carbon emissions are equal to

20%

10%

0%

1990 2000 2010 2020

8 tCO2e/capita. This is in between the rates of neighboring countries Portugal (6t) and France (9t). While the bottom 50% emits 4.6 tCO2e/ capita, the top 10% emits five times more (21t). Between 1990 and 2006, with a stable growth, benefiting also the poorest population groups, carbon emissions in Spain grew from 8.9 to 12.3 tCO2e/capita. Emissions for the bottom 50% increased by over two tonnes, up to 7.5. After the financial crisis, in a context of economic depression, carbon emissions decreased steadily.

***Interpretation:*** *The share of total labor income accruing to women in 2020 is close to 40%.*

***Source and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

***Table 2: Carbon table***

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Avg. GHG footprint (tCO2e/capita)** |
| **Full population** | 7.7 |
| **Top 1%** | 64.7 |
| **Top 10%** | 20.8 |
| **Middle 40%** | 8.3 |
| **Bottom 50%** | 4.6 |

***Interpretation:*** *The table presents average CO2 emissions of different groups of the population in 2019. Emissions take into account carbon embedded in consumption and investment portfolios.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

# SWEDEN

## (POP. 9,870,000 (2021))

***Table 1: Inequality outlook***

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Income** | | **Wealth** | |
| **Avg. Income (PPP €)** | **Share**  **of total (%)** | **Avg. Wealth (PPP €)** | **Share**  **of total (%)** |
| **Full population** | 45 200 | 100% | 197 100 | 100% |
| **Bottom 50 %** | 21 500 | 23.8% | 23 000 | 5.8% |
| **Middle 40 %** | 51 400 | 45.4% | 178 400 | 36.2% |
| **Top 10 %** | 139 200 | 30.8% | 1 142 800 | 58.0% |
| **Top 1 %** | 476 900 | 10.5% | 5 389 400 | 27.3% |
| **Top 10% to Bot. 50% Income gap** | | | 1 to 6 | |
| **Female labor share** | | | 42% | |
| **GHG footprint** | | | 9.5 tCO2 / pers. | |

### ■ Income inequality in Sweden today

In Sweden, the average national income of the adult population is €PPP45,200 (or SEK557,960).22 While the bottom 50% earns €PPP21,500 (SEK265,380), the top 10% earns on average 6.5 times more (€PPP139,000 or SEK1,717,450). Sweden is one of the least unequal countries in terms of income in Europe and the world, with the top 10% of the population earning just over 30% of total national income and the bottom 50% earning almost 24% of national income.

### ■ Long run inequality

Sweden was one of the most unequal countries in Europe in the early late 19th and early 20th centuries and democratic rights were tied to

***Interpretation:*** *See glossary for definitions of concepts and indicators.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology*

wealth ownership. The expansion of democracy and growing support for the Swedish socialist party paved the way for the development of the Swedish welfare state, which led to a large-scale drop in inequalities, accompanied by fast-rising average incomes for the vast majority of the population. While inequalities have risen in Sweden since the 1980s (the top 10% share rose by about 5 p.p. since then), the country remains one of the most equal nations on earth today.

***Figure 1: Top 10% and bottom 50% income shares in Sweden, 1900-2021***

60%

Top 10%

Bottom 50%

50%

40%

Income share (% total)

30%

20%

10%

**22:** €1 PPP = $PPP 1.4 = SEK 12.3

**223**

0%

1900 1920 1940 1960 1980 2000 2020

***Interpretation:*** *The Top 10% income share is equal to 31% in 2021. Income is measured after the operation of pensions and unemployment insurance systems and before income tax..*

***Sources and series:*** *see wir2022.wid.world/methodology, and Chancel and Piketty (2021).*

### ■ Wealth inequality

While income inequalities are relatively low in Sweden, wealth inequality remains high, comparable with countries such as France and Germany. In 2021, the bottom 50%, middle 40%

and top 10% respectively hold 6%, 36% and 58% of total national wealth.

### ■ Gender inequality

The female income labor share in Sweden is equal to 42% of the total. This value is significantly above the Western Europe average of 38% and slightly higher than in the former Eastern bloc countries (41%). This share has increased from around 39% in 1991.

### ■ Carbon inequality

The average carbon footprint in Sweden is equal to

***Figure 2: Wealth distribution in Sweden***

70%

Top 10%

Bottom 50%

60%

50%

Share of total

40%

30%

20%

10%

0%

1995 1997 1999 2001 2003 2005 2007 2009 2011 2013 2015 2017 2019 2021

***Interpretation:*** *In 2021, the wealthiest 10% of the population own 58% of total household wealth. Household wealth is the sum of all financial assets (e.g. stock, bonds) and non-financial assets (e.g. housing), net of debts.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

***Figure 3: Female labor income share in Sweden, 1990-2020***

70%

9.5 tCO2e/capita. This is similar to the European Union average. The top 10% emit on average 28 tonnes of CO2e every year. In comparison, the bottom 50% emit five times less (5.4 tonnes).60%

50%

Share of total

40%

30%

Gender parity

20%

38.9%

38.8%

41.4%

42.4%

10%

0%

1990 2000 2010 2020

***Interpretation:*** *The share of total labor income accruing to women in 2020 is close to 42%.*

***Source and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

***Table 2: Carbon table***

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Avg. GHG footprint (tCO2e/capita)** |
| **Full population** | 9.5 |
| **Top 1%** | 97.3 |
| **Top 10%** | 27.9 |
| **Middle 40%** | 10.1 |
| **Bottom 50%** | 5.4 |

***Interpretation:*** *The table presents average CO2 emissions of different groups of the population in 2019. Emissions take into account carbon embedded in consumption and investment portfolios.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

# UNITED KINGDOM

## (POP. 67, 286, 000 (2021))

***Table 1: Inequality outlook***



|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Income** | | **Wealth** | |
| **Avg. Income (PPP €)** | **Share**  **of total (%)** | **Avg. Wealth (PPP €)** | **Share**  **of total (%)** |
| **Full population** | 32 700 | 100% | 214 100 | 100% |
| **Bottom 50 %** | 13 300 | 20.4% | 19 900 | 4.6% |
| **Middle 40 %** | 36 000 | 44.0% | 204 700 | 38.2% |
| **Top 10 %** | 116 700 | 35.7% | 1 223 200 | 57.1% |
| **Top 1 %** | 413 900 | 12.7% | 4 559 200 | 21.3% |
| **Top 10% to Bot. 50% Income gap** | | | 1 to 9 | |
| **Female labor share** | | | 38% | |
| **GHG footprint** | | | 9.9 tCO2 / pers. | |

### ■ Income inequality in the United Kingdom today

In the United Kingdom, the average national income is €PPP32,700 (or GBP32,720).24 While the bottom 50% earns €PPP13 300, the top 10% earns on average nine times more (€PPP116 800). The top 10% captures over 35.5% of total income and the bottom 50% less than 20.5% of it. The gap between top 10% and bottom 50% incomes is smaller than in some European countries, including Germany and Poland (10) but higher than others, for example France (6) and Sweden (7). This gap is much smaller than in the US (21) and China (14).

### ■ Income inequality in the long run

***Interpretation:*** *See glossary for definitions of concepts and indicators.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology*

The United Kingdom was one the most unequal countries on earth in the early 20th century, with a top 10% income share over 55%, close to levels recorded in Latin America today. The military and economic shocks of the 1910-1940s and decolonization processes hit top incomes hard. In the 1950s, the development of the social state in the UK further reduced inequality in a context of high average income growth rates. The neoliberal turnaround of the early 1980s led to a significant increase in the top 10% share, by around 10 p.p. The financial crisis of 2008 slowed this increase but also depressed average incomes: these were lower in late 2019 than 10 years before.

**24:** €1 PPP = $PPP 1.4 = GBP 1.0

**227**

***Figure 1: Top 10% and bottom 50% income shares in the United Kingdom, 1900-2021***

60%

Top 10%

Bottom 50%

50%

40%

Income share (% total)

30%

20%

10%

0%

1900 1920 1940 1960 1980 2000 2020

***Interpretation:*** *The Top 10% income share is equal to 36% in 2021. Income is measured after the operation of pensions and unemployment insurance systems and before income tax.*

***Sources and series:*** *see wir2022.wid.world/methodology, and Chancel and Piketty (2021).*

### ■ A strong decline in wealth inequality in the 20th century followed by a slow rise

Today, average household wealth stands at

€PPP214,000. The bottom 50% owns 5% of household wealth and the top 10% owns 57% of it. In the early 1900s, the top 10% UK wealth share was extreme, i.e. above 90% of the total. Wealth inequalities strongly declined over the 20th century (1910-1980) and mostly during the 1950s-1970s. Since the mid-1980s, the declining trend has been reversed but so far, the rise in wealth has been slower than for income.

### ■ Gender inequality

In the UK, the female labor income share is equal to 38%. This is lower than France (41%) and equal to the Western European average (38%). It is higher than the average in sub-Saharan Africa (28%), Asia (21%, excluding China) and comparable with North America (38%), but lower than in Eastern Europe (41%). Since 1990, we observe a significant increase in female labor income share, with a gain of eight points over 30 years.

***Figure 2: Wealth distribution in the United Kingdom***

100%

Bottom 50%

Top 10%

90%

80%

70%

Share of total

60%

50%

40%

30%

20%

10%

0%

1900 1920 1940 1960 1980 2000 2020

***Interpretation:*** *In 2020, the wealthiest 10% of the population own 57% of total household wealth. Household wealth is the sum of all financial assets (e.g. stock, bonds) and non-financial assets (e.g. housing), net of debts.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

***Figure 3: Female labor income share in the United Kingdom, 1990-2020***

70%

60% Gender parity

37.6%

38.3%

30.4%

32.1%

50%

Share of total

40%

30%

20%

### ■ Carbon inequality

10%

0%

1990 2000 2010 2020

Starting from a very high level, the UK has had one of the most important decreases in GHG emissions since 1990 and has now reached average EU levels. In 1990, average emissions in the UK were around 15 tCO2e/capita. Today they are fewer than 10 tons. The UK has set an ambitious carbon target of 78% reduction of 1990 total carbon footprint levels by 2035, which corresponds to a target of around 5.2 tonnes per capita.

***Interpretation:*** *The share of total labor income accruing to women in 2020 is close to 38%.*

***Source and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

***Table 2: Carbon table***

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Avg. GHG footprint (tCO2e/capita)** |
| **Full population** | 9.9 |
| **Top 1%** | 76.6 |
| **Top 10%** | 27.7 |
| **Middle 40%** | 10.9 |
| **Bottom 50%** | 5.6 |

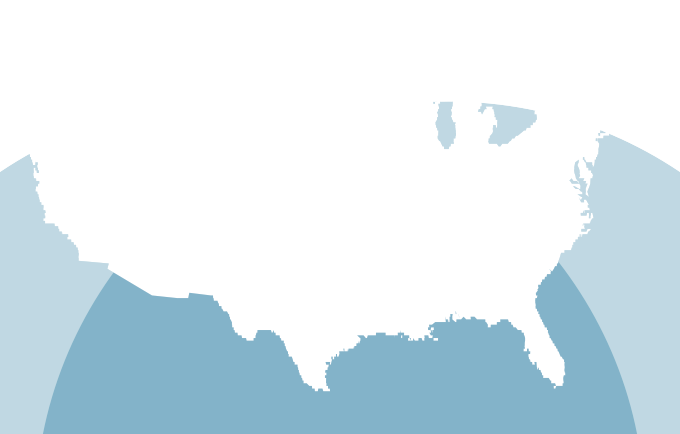
***Interpretation:*** *The table presents average CO2 emissions of different groups of the population in 2019. Emissions take into account carbon embedded in consumption and investment portfolios.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

# UNITED STATES

## (POP. 333,148,000 (2021))

***Table 1: Inequality outlook***



|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Income** | | **Wealth** | |
| **Avg. Income (PPP €)** | **Share**  **of total (%)** | **Avg. Wealth (PPP €)** | **Share**  **of total (%)** |
| **Full population** | 54 300 | 100% | 283 600 | 100% |
| **Bottom 50 %** | 14 500 | 13.3% | 8 500 | 1.5% |
| **Middle 40 %** | 56 000 | 41.2% | 197 300 | 27.8% |
| **Top 10 %** | 246 800 | 45.5% | 2 004 400 | 70.7% |
| **Top 1 %** | 1 018 700 | 18.8% | 9 890 300 | 34.9% |
| **Top 10% to Bot. 50% Income gap** | | | 1 to 17 | |
| **Female labor share** | | | 39% | |
| **GHG footprint** | | | 21.1 tCO2 / pers. | |

### ■ Income inequality in the US is among the highest among rich countries

In the US, the average national income of the adult population is €PPP54,300 (or USD77,090).25 While the bottom 50% earns €PPP14 500 (USD20,520) per person, the top 10% earns on average 17 times more (€PPP246 800 or USD350,440). The ratio of 17 between incomes of the top 10% and the bottom 50% is significantly higher than in European countries (ranging from 6 to 10) and in China (14). The top 10% captures 45.5% of total income while just 13.3% goes to the bottom 50%.

### ■ Income inequality is back to historical highs

The top 10% income share in the US dropped significantly after the Second World War (from

***Interpretation:*** *See glossary for definitions of concepts and indicators.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology*

slightly below 50% in the 1930s to 35-40% in the 1950-1960s), under the effect of strong capital control policies and a rise in federal spending, accompanied by strongly progressive taxation. The 1950-1980s were also marked by rapidly rising average incomes. From the early 1980s onward, deregulation, privatizations, decreases in tax progressivity and a decline in union coverage all contributed to a formidable rise in the top 10% income share (from around 34% in 1980 to 45% today) and a drop in the bottom 50% (from 19% to 13%).

**25:** €1 PPP = $PPP 1.4 = USD 1.4

**229**

***Figure 1: Top 10% and bottom 50% income shares in the United States, 1900-2021***

60%

Top 10%

Bottom 50%

50%

40%

Income share (% total)

30%

20%

10%

0%

1900 1920 1940 1960 1980 2000 2020

***Interpretation:*** *The Top 10% income share is equal to 45% in 2021. Income is measured after the operation of pensions and unemployment insurance systems and before income tax.*

***Sources and series:*** *see wir2022.wid.world/methodology, and Chancel and Piketty (2021).*

### Wealth inequality

Wealth inequality levels in the contemporary US are close to those observed at the beginning of the 20th century, with a top 10% wealth share above 70%. Wealth inequality has followed similar dynamics as income over the past century. Today, average wealth for the top 10%, middle 40% and bottom 50% are respectively equal to

€PPP2,004,400, €PPP197,300 and €PPP8,500 (USD2,846,360, USD280,150 and USD12,130).

The share of total wealth owned by the poorest half of the US population is extremely small (1.5% of the total). While average household wealth in the US is 3.5 times higher than in China, the bottom 50% of the US population owns less wealth than the Chinese bottom 50%, in purchasing power parity terms.

### Gender inequality

***Figure 2: Wealth distribution in the United States***

90%

Bottom 50%

Top 10%

80%

70%

Share of total

60%

50%

40%

30%

20%

10%

0%

1910 1930 1950 1970 1990 2010

***Interpretation:*** *In 2020, the wealthiest 10% of the population own 71% of total household wealth. Household wealth is the sum of all financial assets (e.g. stock, bonds) and non-financial assets (e.g. housing), net of debts.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

***Figure 3: Female labor income share in the United States, 1990-2020***

70%

In the US, the female labor income share is equal to 39%. This stands in between Canada (38%) and Russia (40%), and significantly above China (33%). While the share has risen in the US since 1990 (up from 34%), progress remains slow. Women’s representation among richest income groups is particularly low today: among the top 1% of earners, women make up only 12% of earnings.

60%

50%

Share of total

40%

30%

20%

10%

0%

Gender parity

1990 2000 2010 2020

34.1%

34.7%

37.7%

39.4%

### Carbon inequality

The US is one of the highest GHG emitters in the world. The average American is responsible for more than 21 tonnes of CO2e every year (twice as much as the average person in the EU). The bottom 50%, middle 40% and top 10% emit respectively

10, 22 and 75 tCO2e/capita. Since 1990, average per capita emissions have remained broadly stable among the top 10% and have decreased from 28 to 22 tCO2e/capita among the middle 40%. The US has pledged to cut, by 2030, half its emissions compared with 1990 levels, corresponding to emissions of around 10 tCO2e/capita.

***Interpretation:*** *The share of total labor income accruing to women in 2020 is close to 39%.*

***Source and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

***Table 2: Carbon table***

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Avg. GHG footprint (tCO2e/capita)** |
| **Full population** | 21.1 |
| **Top 1%** | 269.3 |
| **Top 10%** | 74.7 |
| **Middle 40%** | 22.0 |
| **Bottom 50%** | 9.7 |

***Interpretation:*** *The table presents average CO2 emissions of different groups of the population in 2019. Emissions take into account carbon embedded in consumption and investment portfolios.*

***Sources and series:*** *wir2022.wid.world/methodology.*

1. Dossier réalisé à partir de <https://wir2022.wid.world/> (uniquement en anglais).

   Traduction en FR avec l’aide de Deepl.com. [↑](#footnote-ref-1)
2. Tonnes équivalent CO2 ( = tous les gaz à effet de serre confondus) [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir page 131 du rapport complet (en anglais). [↑](#footnote-ref-3)